

HF COMPANY

Société anonyme

14, rue Dora Maar

37100 Tours

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

ORCOM Audit

2 avenue de Paris
45000 Orléans

DELOITTE & ASSOCIES

7 rue du Docteur Herpin
CS 52615
37026 Tours Cedex 1

HF COMPANY

Société anonyme

14, rue Dora Maar

37100 Tours

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société HF COMPANY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HF COMPANY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement comptable ANC n° 2022-06 et du règlement ANC n° 2024-05 décrit dans la note « 3.1.3. Principes comptables et méthode d'évaluation » de l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Orléans et Tours, le 29 avril 2026

Les commissaires aux comptes

Orcom Audit



Jean-Marc LECONTE

Deloitte & Associés

Antoine Labarre

Antoine LABARRE



COMPTES CONSOLIDES 2025

0. Bilan consolidé

ACTIF en K€	Comptes au 31/12/2025			Comptes au 31/12/2024
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles <i>Dont : Ecarts d'acquisition</i>	7	(4)	3	195 0
Immobilisations corporelles (1)	85	(42)	42	81
Immobilisations Financières				26
Titres mis en équivalence	0	0		206
TOTAL ACTIFS IMMOBILISES	92	(46)	45	507
Stocks	0	0		128
Clients et comptes rattachés	2	0	2	154
Autres créances et comptes de régularisation (2)	183		183	670
Valeurs Mobilières de Placement	14 576	(184)	14 392	19 667
Disponibilités	1 148		1 148	607
TOTAL ACTIF CIRCULANT	15 909	(184)	15 725	21 226
TOTAL GENERAL ACTIF	16 001	(230)	15 770	21 733
<i>(1) crédit bail et construction immobilières</i>				
<i>(2) dont impôts différés actifs</i>				303

PASSIF en K€	Comptes au 31/12/2025	Comptes au 31/12/2024
. Capital émis	1 428	1 569
. Prime d'émission	12 293	19 925
. Réserves & Résultat consolidé	1 701	(1 216)
Capitaux propres - part du groupe	15 422	20 278
Intérêts minoritaires		
Provisions	1	80
. Provisions sur IFC	0	62
. Provisions sur risques et charges	1	18
. Provisions sur garanties clients	0	()
Dettes	347	1 375
. Emprunts et dettes financières (1)		
. Fournisseurs et comptes rattachés	111	444
. Autres dettes et comptes de régularisation (2)(3)	236	930
Impôts différés		223
Subvention à réintégrer		
TOTAL PASSIF	15 770	21 733
<i>(1) dont concours bancaires courants</i>		
<i>(2) dont subventions CB immobilier</i>		
<i>(3) dont impôts différés</i>		223

0. Compte de résultat consolidé

En K€	Comptes 31/12/2025	Comptes 31/12/2024
Chiffre d'affaires	369	3 187
Autres produits d'exploitation	3	2
Achats Consommés	-137	-1 735
Charges externes	-663	-1 197
Charges de personnel	-657	-1 909
Impôts et taxes	-74	-88
Autres charges d'exploitation	-22	-6
Excédent Brut d'Exploitation	-1 183	-1 747
Dotations nettes aux amortissements d'exploitation	-110	-414
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-2	68
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements, dépréciations et reprises de	-1 295	-2 093
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs liés aux entités intégrées	0	0
Reprises des écarts d'acquisition négatifs liés aux entités intégrées	0	0
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements, dépréciations et reprises de	-1 295	-2 093
Produits et charges financiers	2 229	290
Dotations nettes exceptionnelles	0	0
Autres produits et charges exceptionnels	0	151
Charge d'impôt	-73	139
Résultat net des entreprises intégrées	861	-1 514
Résultat net lié aux entités mises en équivalence	-26	-80
Résultat net de l'ensemble consolidé	835	-1 594
Dont part du groupe	835	-1 594
* des activités poursuivies	0	0
* des activités abandonnées	0	0
Dont Intérêts minoritaires	0	0
* Résultat de base par action des activités poursuivies	0	0
* Résultat de base par action des activités abandonnées	0	0
Nombre d'actions	2 856 812	3 138 261
Résultat par action (en €) :		
* Résultat de base par action des activités poursuivies	0,00	0,00
* Résultat de base par action des activités abandonnées	0,00	0,00
* Résultat de base par action	0,29	-0,51
* Résultat dilué par action	0,29	-0,56
Nombre d'actions hors autocontrôle	2 830 633	2 835 891

Tableau de trésorerie consolidé

A partir du Résultat d'exploitation

En K€	Comptes	
	31/12/2025	31/12/2024
Résultat d'exploitation	-1 298	-2 093
- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises	110	412
- Provisions inscrites au passif	2	-66
- Elim. des résultats CB & assimilés sur Coûts initiaux - Avantages reçus		
- Frais d'émission d'emprunt à étaler		
- Impact des transferts ou régularisation IFRS16		
Résultat brut d'exploitation	-1 185	-1 747
- Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation (1)	188	1 119
FLUX NET DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	-998	-629
- Frais financiers	-880	-907
- Produits financiers	2 244	1 277
- Dividendes reçus des mises en équivalence		
- Impôt sur les sociétés, hors impôt sur les plus-values de cession	-73	139
- Charges et produits exceptionnels liés à l'activité	0	-19
- Autres	0	
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE	294	-139
- Acquisition d'immobilisations	-30	-279
- Produit de cessions d'immobilisations, net d'impôt	103	2 751
- Incidence des variations de périmètre	162	0
- Variation nette des placements court terme	4 515	421
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	4 749	2 892
- Dividendes versés par la société mère	-5 686	-1 420
- Dividendes versés aux minoritaires		
- Augmentations/ diminution de capital en numéraire	0	24
- Subventions d'investissements reçues		
- Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts	0	-35
- Variation nette des concours bancaires	-103	
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-5 789	-1 431
- Incidence liaison haut de bilan		
- Incidence de la variation des taux de change	-16	8
- Incidence des changements de principes comptables		
VARIATION DE LA TRESORERIE	-762	1 331
Trésorerie d'ouverture	12 092	10 761
Trésorerie de clôture	11 329	12 092
VARIATION DE LA TRESORERIE	-762	1 331

(1) A l'exclusion de la dépréciation des actifs circulants

1. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2025 :

Variation Capitaux Propres 12-2025	Capital	Primes liées au capital	Réserves Conso.	Résultat de l'exercice	Capitaux propres Part du groupe
Situation à l'ouverture de l'exercice 2024.12	1 569	22 130	1 854	-2 254	23 299
Affectation du résultat de l'exercice N-1	0	-636	-1 618	2 254	0
Dividendes versés	0	-1 420	0	0	-1 420
Augmentation de capital	0	0	0	0	0
Variation de l'auto-contrôle	0	0	24	0	24
Changement de méthodes comptables	0	0	0	0	0
Variation des taux de change	0	0	3	0	3
Part du groupe dans le résultat	0	0	0	-1 594	-1 594
Autres mouvements	0	-150	115	0	-34
Situation à l'ouverture de l'exercice 2025.12	1 569	19 925	378	-1 594	20 278
Affectation du résultat de l'exercice N-1		0	-1 594	1 594	0
Dividendes versés	0	-5 714	28	0	-5 686
Augmentation de capital	-140	-1 185	0	0	-1 325
Variation de l'auto-contrôle	0	0	1 325	0	1 325
Changement de méthodes comptables	0	0	0	0	0
Variation des taux de change	0	0	0	0	0
Part du groupe dans le résultat	0	0	0	835	835
Autres mouvements	0	-734	729	0	-6
Situation à la clôture de l'exercice 2025.12	1 429	12 293	867	835	15 422

2. Annexe aux comptes consolidés

La publication présente concerne les comptes consolidés pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 du Groupe HF Company, dont la société mère est HF Company.

2.1. Événements marquants de l'exercice 2025

2.1.1. Événements marquants

Le principal fait marquant de cette année est la cession du groupe LEA Networks au 31 mars 2025.

La société LEA Networks était positionnée sur les solutions Fiber to the Cabinet (FTTC), marché en forte diminution depuis plus de deux ans au profit de solutions Fiber to the Home (FFTH) privilégiées par les opérateurs télécom.

Il était vital pour HF Company de pérenniser l'activité de LEA Networks et le groupe a trouvé la solution adéquate dans un MBO en associant son manager à un industriel, spécialisé dans les réseaux et infrastructures informatiques.

La vente de LEA Networks s'est inscrite dans l'engagement d'optimiser la valeur du groupe pour nos actionnaires et répondre à leur souhait itératif de finaliser le processus de cession des actifs industriels du groupe

2.1.2. Évolution du périmètre

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 :

Société mère	Forme sociale	N° SIREN	Adresse du siège social	Capital social
HF COMPANY	SA	405 250 119	14 Rue Dora Maar - 37100 TOURS	1 569 131,00 €

Sociétés	Forme sociale	N° SIREN	Adresse du siège social	Capital Social	% de contrôle	Méthode de consolidation
----------	---------------	----------	-------------------------	----------------	---------------	--------------------------

Seul HF Company fait partie du périmètre de consolidation.

Quand la forme juridique d'une société filiale détenue à 100% nécessite la détention par un mandataire d'au moins une action, les actions détenues par ce mandataire sont comptées avec celles du groupe pour la détermination des pourcentages de détention.

3.1.3 Principes comptables et méthode d'évaluation

Les comptes consolidés au 31 décembre 2025 sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises prévues par le règlement ANC 2020-01.

Principes généraux :

Les comptes consolidés ont été préparés dans le respect du principe de prudence et conformément aux principes de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base de méthodes comptables homogènes au sein du groupe et selon la convention des coûts historiques, sous réserve des exceptions relatives aux règles de réévaluation.

Base de préparation des états financiers :

Les comptes du groupe HF Company sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés.

Changement des règles et méthodes comptables :

Application depuis le 1^{er} janvier 2025 du règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et du règlement ANC 2024-05 relatif à la méthode alternative relative aux regroupements entre entités sous contrôle commun et à la présentation des écarts d'acquisition.

1. Le nouveau règlement ANC n° 2022-06 vient modifier le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (« PCG ») en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Ce règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel*
- La suppression de la technique du transfert de charge*

- Les autres éléments de ce nouveau règlement n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés.

2. Le nouveau règlement ANC 2024-05 modifie le règlement ANC n° 2020-01 relatif aux comptes consolidés s'agissant des écarts d'acquisition et de la méthode applicable aux regroupements entre entités sous contrôle commun.

Ce règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'un nouveau modèle de compte de résultat consolidé.*

- Les autres éléments de ce nouveau règlement n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés.

Selon les règles françaises, un changement de réglementation comptable est qualifié de changement de méthode comptable.

Les comptes des sociétés étrangères consolidées sont retraités pour se conformer aux principes comptables du groupe.

Méthodes de consolidation :

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les filiales sur lesquelles le groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale ;
- Les participations dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint, avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle ;
- Les participations non contrôlées par le groupe, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- Les opérations et soldes intragroupe significatifs sont éliminés.

Conversion des opérations en devises :

Les comptes consolidés sont présentés en euros, monnaie de fonctionnement et de présentation du groupe.

Les comptes des filiales du groupe dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation (l'euro), sont convertis dans la monnaie de présentation selon les modalités suivantes :

- Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de clôture à la date de chaque bilan;
- Les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de l'année ;
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en composante distincte des capitaux propres.

3.1.3.1.Méthodes Comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des comptes consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de manière permanente à tous les exercices présentés.

a) Écarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition et la part de l'entité acquéreuse dans les actifs et passifs identifiables évalués selon les articles 232-1 du règlement ANC 2020.01 et suivants, à la date d'acquisition, constitue l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé en immobilisations incorporelles. L'entité détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti, ce qui est le cas pour les écarts d'acquisition constatés depuis 2005 dans le groupe.

L'entité doit apprécier, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur actuelle.

Si sa valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est non limitée, le test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les dépréciations comptabilisées ne sont jamais reprises.

La ventilation définitive des écarts d'acquisition de chaque société en fonction de l'activité conduit à définir les secteurs d'activité ou UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) et depuis la cession de l'activité LEA Networks, il n'y a plus de secteur d'activité.

b) Autres Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés incluant les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) et les frais de formation externes afférentes aux formations nécessaires à la mise en service de l'immobilisation.

Marques et licences

Les marques et licences acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé de façon linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, de 10 ans.
Les dépenses ultérieures sont comptabilisées directement en charges.

Logiciels

Les licences de logiciels sont inscrites à l'actif sur la base de leur coût d'acquisition et des coûts encourus pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilisation estimée des logiciels (entre 1 et 3 ans). Les dépenses de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont engagées

Les Frais de Recherche et Développement (R&D)

Dans les comptes sociaux, les frais de développement sont enregistrés en charge au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Dans les comptes consolidés en normes française, selon le règlement ANC 2020-01 (art 272-6), les frais de développement doivent être obligatoirement inscrits à l'actif du bilan consolidé dès lors que les conditions énumérées par le PCG (art 212-3) sont remplies.

- Démonstration de la faisabilité technique du projet et de la disponibilité des ressources pour achever le développement,
- Un outil fiable de mesure des coûts liés à la réalisation de l'actif doit avoir été mis en place.
- L'entreprise doit expliquer comment l'actif génèrera des avantages économiques futurs probables, en particulier par l'existence d'un marché ou d'une utilisation en interne.

L'amortissement des frais de développement est calculé de manière linéaire sur 5 ans maximum à partir de la première commercialisation de l'actif créé (ou de sa première utilisation à des fins commerciales ou de production) sauf information indiquant une durée de vie sensiblement différente.

c) Immobilisations corporelles

Coût d'entrée

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés incluant, notamment, les frais d'acquisition constitués de droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.
Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

- Installations générales, Agencements ; 5 à 10 ans
- Matériels & outillages : 5 à 10 ans
- Matériel du bureau & Informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 10 ans

d) Contrats de location

En normes françaises, le règlement ANC 2020-01 art 272-2 et 282-2 prévoit l'inscription au bilan des contrats de crédit-bail et des contrats assimilés Les contrats de crédit-bail et les contrats assimilés sont comptabilisés

Un contrat assimilé à un contrat de crédit-bail remplit au moins une des conditions suivantes :

- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de conclusion du bail.

Après analyse, l'ensemble des contrats de location de véhicules ou d'équipements ne répondent pas à cette définition, et sont donc considérés comme des contrats de location simple.

e) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur cot historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition.

Une dépréciation est constatée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité appréciée sur la base de différents critères, tels que la valeur de marché et les capitaux propres.

f) Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence correspondent à la quote-part des capitaux propres retraités des méthodes comptables groupe sont évalués, à la clôture de l'exercice, selon les mêmes principes que les titres de participation.

g) Stocks

Les stocks de matières première, composants et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition avec la méthode du coût moyen pondéré, les frais accessoires d'achat étant incorporés au prix moyen. Les stocks de produits finis sont évalués à leur prix de revient de production, selon la méthode du prix moyen pondéré, et incluent les coûts d'assemblage, le coût des composants et autres frais accessoires. Lorsque la valeur vénale à la clôture est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation des stocks est effectuée à concurrence de la différence. Pour les stocks obsolètes, des analyses sont faites régulièrement référence par référence en fonction de l'ancienneté des produits et de leur niveau de vente.

h) Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles sont classées dans l'état des échéanciers selon la durée restant à courir à la date de clôture du bilan, jusqu'à leur échéance.

Une dépréciation des créances clients est constatée dès qu'apparaît une perte probable. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite, une défaillance ou un défaut de paiement (créance échue depuis plus de 30 jours), constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. La valeur de l'actif est diminuée via un compte de dépréciation.

Lorsqu'une créance est irrécouvrable, elle est comptabilisée en charge en contrepartie de la reprise de provision.

i) Valeurs Mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles font l'objet, si nécessaire, d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titres de même nature afin de ramener leur valeur à leur valeur probable de négociation.

Ces actifs financiers comprennent les titres de placement que le Groupe a l'intention de conserver durablement (EMTN) jusqu'à leurs termes, et ceux qui sont cessibles à court terme (SICAV, FCP, actions). Ils sont détenus en vue de collecter des flux de trésorerie contractuels et des flux résultant d'une cession. Ces flux de trésorerie contractuels représentent uniquement des paiements en principal et intérêts.

En normes françaises, ces actifs financiers classés en autres immobilisations financières ou en équivalent de trésorerie font l'objet d'une évaluation à la clôture selon leur valeur de marché, les moins-values font l'objet d'une dépréciation en compte de résultat, les plus-values latentes ne sont pas constatées.

j) Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprends les liquidités, les dépôts bancaires à vue. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts & dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

k) Provisions

Les provisions pour litiges sont comptabilisées à hauteur des assignations éventuelles, dans la mesure où il existe une possibilité que le litige ait une issue défavorable. Quand la position du groupe est jugée satisfaisante sur le plan juridique, après analyse de nos conseils, aucune provision n'est constituée.

La garantie clients correspond au coût du service après-vente susceptible d'être engagé pendant la période de garantie du matériel commercialisé. Elle est déterminée sur la base des statistiques de retours et de coût du SAV de l'année pondérée de l'évolution du volume d'activité. Dans les sociétés sans SAV, la provision couvre la perte de marge sur les retours prévus postérieurement à la clôture.

Les provisions pour risques correspondent à des éléments clairement identifiés avec une forte probabilité de sortie de ressources sans contrepartie au moment de la clôture des comptes, mais dont le montant et l'échéance ne peuvent être fixés.

l) Engagements de retraite

Le groupe évalue et constitue ses provisions pour engagement de retraite constitués par les indemnités de fin de carrière du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de départ à la retraite. Les engagements en matière de départ à la retraite sont provisionnés au 31/12/2025 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation de 3.8%.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

L'ensemble de ces coûts, charges sociales incluses, est provisionné et systématiquement pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés.

m) Instruments financiers dérivés et Couverture de change

En normes françaises, selon le règlement ANC 2020-01 art 282-2, la comptabilité de couverture est obligatoire dès lors qu'une relation de couverture existe en gestion et documentée. En comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie), l'élément couvert ne fait l'objet d'aucune écriture comptable spécifique à la couverture. L'instrument non dérivé de couverture (créance, dette ou trésorerie) est réévalué au bilan à la clôture tant que l'élément couvert n'est pas réalisé. *A contrario*, les instruments dérivés de couverture ne sont pas réévalués au bilan (engagements hors bilan) tant que l'élément couvert n'est pas réalisé.

Le groupe gère des risques de marché liés aux variations des cours de change en USD, en utilisant des instruments financiers dérivés, notamment des contrats de change à termes.

n) Écarts de conversion Actif et Passif

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture, sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la revalorisation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture.

o) Résultat courant et Résultat exceptionnel

En normes françaises, il y a obligation de distinguer le résultat courant et le résultat exceptionnel. Cependant le PCG ne fournit pas de définition précise du résultat exceptionnel. Il a été décidé de classer en résultat exceptionnel les opérations selon le plan de compte du PCG

2.2. Détail des autres postes des comptes consolidés

Note 1 - Immobilisations incorporelles

■ Décomposition des immobilisations incorporelles :

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs brutes des écarts d'acquisition	0	27 995
Amortissements et dépréciations des Ecart d'Acquisition	0	-27 995
Valeurs nettes des écarts d'acquisition	0	0
Valeurs brutes des frais de développement	0	3 548
Amortissements des frais de développement	0	-3 376
Valeurs nettes des frais de développement	0	172
Valeurs brutes des autres immobilisations incorporelles	7	84
Amortissements des autres immobilisations incorporelles	-4	-61
Valeurs nettes des autres immobilisations incorporelles	3	23
Total des immobilisations incorporelles brutes	7	31 627
Total des amortissements et dépréciations	-4	-31 432
Valeurs nettes des immobilisations incorporelles	3	195

■ Variations des immobilisations incorporelles :

En K€	Brut	Amortissements et provisions	Net
Au 31 décembre 2024	3 632	-3 438	195
Augmentations :	29	400	429
Dont Ecart d'Acquisition	0	0	0
Dont frais de développement	29	0	29
Dont autres immobilisations incorporelles	0	400	400
Diminutions :	0	0	0
Dont Ecart d'Acquisition	0	0	0
Dont frais de développement	0	0	0
Dont autres immobilisations incorporelles	0	0	0
Variation de périmètre	-3 654	3 034	-621
Au 31 décembre 2025	7	-4	3

Les investissements de l'année 2025 ne sont pas significatifs et s'élèvent à 29 K€.

■ Détail des frais de développement par sociétés :

Les frais de développement immobilisés par société, au 31 décembre 2025, sont les suivants :

En K€	LEA	TOTAL
Valeur brute 31/12/2024	3 548	3 548
activation 2025	0	0
sorties 2025	0	0
Variation de périmètre	-3 548	-3 548
Valeur brute 31/12/2025	0	0
Amortissements 31/12/2024	-3 376	-3 376
dotation exercice 2025	0	0
sorties 2025	0	0
Variation de périmètre	3 376	3 376
Amortissements 31/12/2025	0	0
Valeur nette 31/12/2024	172	172
Valeur nette 31/12/2025	0	0

■ **Détail des Écarts d'Acquisition :**

Les écarts d'acquisition nets par société, au 31 décembre 2025, sont les suivants :

Sociétés	Valeur nette 31/12/2024	Variation du périmètre	Variation	Provisions pour dépréciations	Valeur nette 31/12/2025
LEA Networks	0	0	0	0	0
LEA Networks LLC (USA)	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

La ventilation définitive des écarts d'acquisition de chaque société en fonction de l'activité conduit à définir l'unique UGT :

- UGT Haut Débit / (Digital Broadband) : regroupement des métiers Réseaux Haut Débit et CPL,

UGT	BROADBAND	Total
Ecarts d'Acquisition net 2024	0	0
Variations	0	0
-Reclassement	0	0
Variation de périmètre	0	0
Ecarts d'Acquisition net 2025	0	0
Variations	0	0
-Reclassement	0	0
Variation de périmètre	0	0
Ecarts d'Acquisition net 2025	0	0
Ecarts d'Acquisition net par UGT	0	0

Conformément au règlement ANC 2020-01, la survenance d'indice de pertes de valeurs oblige à tester les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est illimitée. Le cas échéant, ces tests ont d'abord pour conséquence une dépréciation irréversible des écarts d'acquisition, et parfois au-delà une provision réversible des autres actifs si la valeur recouvrable des cash-flows futurs devient inférieure à sa valeur comptable. Cette analyse avait conduit à déprécier les écarts d'acquisition des sociétés des activités LEA Networks en 2020.

■ **Détail des sorties d'immobilisations incorporelles par activité :**

En K€	Broadband	Corporate	Total
Valeurs brutes	0	0	0
Amortissements et provisions	0	0	0
Valeurs comptables nettes des sorties d'immobilisations incorporelles	0	0	0

Note 2 - Immobilisations corporelles

■ **Décomposition des immobilisations corporelles :**

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs brutes des terrains et constructions	0	0
Amortissements	0	0
Valeurs nettes des terrains et constructions	0	0
Valeurs brutes des installations techniques	0	105
Amortissements	0	-98
Valeurs nettes des installations techniques	0	8
Valeurs brutes des autres immobilisations corporelles	85	203
Amortissements	-42	-129
Valeurs nettes des autres immobilisations corporelles	42	73
Total des immobilisations corporelles brutes	85	308
Total des amortissements	-42	-227
Valeurs nettes des immobilisations corporelles	42	81

■ Variations des immobilisations corporelles :

En K€	Brut	Amortissements et provisions	Net
Au 31 décembre 2024	308	-227	81
Augmentations :	2	-29	-28
Dont terrains et constructions	0	0	0
Dont installations techniques	2	-4	-3
Dont autres immobilisations corporelles	0	-25	-25
Diminutions :	2	-2	0
Dont terrains et constructions	0	0	0
Dont installations techniques	0	0	0
Dont autres immobilisations corporelles	2	-2	0
Variation de périmètre	-224	213	-11
Au 31 décembre 2025	85	-42	42

■ Détail des sorties d'immobilisations corporelles par activité :

En K€	Digital Broadband	Corporate	Total
Valeurs brutes	0	2	2
Amortissements et provisions	0	-2	-2
Valeurs comptables nettes des sorties d'immobilisations corporelles	0	0	0

Note 3 – Titres mis en équivalence

La société Netinovo Technologies Limited (Netinovo) est une structure issue d'un contrat de joint-venture conclu en mai 2008 entre la société Hong Kong Treasure Investment Limited et la société LEA Asia Ltd. La détention par ces deux sociétés était égalitaire (50 % - 50 %).

Au 1^{er} novembre 2022, la Société LEA Asia Ltd. A cédé 30% des titres de la Joint-Venture à son partenaire, modifiant la détention à 20% pour LEA Asia et 80% pour HK Treasure Investment Ltd. Netinovo détient à 100 % une filiale, usine basée à Shenzhen (Chine) et produisant des produits liés au pôle Digital Broadband.

Ce sous-groupe (holding + usine) a été intégré dans le périmètre au cours de l'exercice 2016 car les flux économiques avec ce partenaire sont devenus significatifs de même que les résultats du sous-groupe.

Etant une coentreprise, la société Netinovo a été intégré selon la méthode de la mise en équivalence.

Compte tenu du mode de gouvernance, d'organisation, et notre influence notable mais non conjointe ou exclusive. Nous avons décidé au cours de l'exercice 2022 de réduire notre participation dans cette société reflétant notre réel niveau de contrôle.

La mise en équivalence de la société Netinovo a les impacts suivants sur les comptes consolidés au 31 décembre 2025 (en K€) :

Titres mis en équivalence	0 K€
Réserves groupe	0 K€
Résultat groupe	26 K€

Note 4 - Immobilisations financières et autres actifs financiers

Les participations et les autres titres immobilisés sont présentés pour leur coût d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

■ Décomposition des actifs financiers :

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Titres de participation	0	0
Provisions pour dépréciation	0	0
Valeurs nettes des titres de participation	0	0
Autres immobilisations financières	0	47
Provisions pour dépréciation	0	-21
Valeurs nettes des autres immobilisations financières	0	26
Total des immobilisations financières brutes	0	47
Total des provisions pour dépréciation	0	-21
Valeurs nettes des actifs financiers	0	26

Les autres immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements versés.

■ Variations des actifs financiers :

En K€	Brut	Provisions pour dépréciation	Net
Au 31 décembre 2024	47	-21	26
Augmentations :	0	21	21
Dont Titres de participation	0	0	0
Dont Autres immobilisations financières	0	21	21
Diminutions :	17	0	17
Dont Titres de participation	0	0	0
Dont Autres immobilisations financières	17	0	17
Dont Reclassement EMTM	0	0	0
Variation de périmètre	-30	0	-30
Au 31 Décembre 2025	0	0	0

Note 5 - Stocks

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Stocks	0	477
Provisions pour dépréciation	0	-349
Valeurs nettes des stocks	0	128

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

■ Variations des stocks :

En K€	Brut	Provisions pour dépréciation	Net
Au 31 décembre 2024	477	-349	128
Augmentations	0	0	0
Diminutions	0	0	0
Variation de périmètre	-477	349	-128
Au 31 Décembre 2025	0	0	0

■ Provisions pour dépréciation des stocks par activité :

En K€	Digital Broadband	Total
Provisions pour dépréciation des stocks au 31/12/2024	349	349
Dotations	0	0
Reprise	0	0
Variation de périmètre	-349	-349
Provisions pour dépréciation des stocks au 31/12/2025	0	0

Note 6 - Créances clients

Il n'existe pas de créance dont l'échéance est à plus de 1 an.

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Clients et comptes rattachés	2	539
Provisions pour dépréciation	0	-385
Valeurs nettes des créances clients	2	154

Conformément aux règles groupe, les échantillons et les créances contentieuses sont provisionnés à 100%. Les créances litigieuses sont provisionnées à 100% lorsque le retard non expliqué excède 6 mois. Il n'y a pas de provision sur les créances clients et comptes rattachés au 31 décembre 2025.

-Balance âgée clients pour les créances échues non provisionnées :

En K€	Antérieur	2023	2024	2025				Total
				< 30 j	> 30 j	> 60 j	> 90 j	
Créances clients échues non provisionnées	0	0	0	2	0	0	0	2
Créances clients provisionnées								0
Créances clients non échues								0
Total								2

Note 7 - Autres créances et comptes de régularisation

Il n'existe pas de créance dont l'échéance est à plus de 1 an.

Valeurs nettes (K€)	31/12/2025	31/12/2024
Avances et acomptes versés	0	1
Créances sociales et sur le personnel	0	0
Créances sur l'État	139	304
Autres Créances (1)	33	-30
Impôts différés Actif	0	303
Compte de régularisation	11	75
Provisions pour dépréciation des créances	0	0
Ecart de conversion sur autres dettes et créances	0	18
Total	183	670

Note 8 - Disponibilités et VMP

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs mobilières de placement (VMP)	4 394	8 909
Provisions pour dépréciation des VMP	-184	-727
Comptes et dépôts à terme (Equivalent trésor)	10 182	11 485
Disponibilités	1 148	607
Concours bancaires courants	0	0
Total net	15 539	20 274

Les VMP sont constituées de

- 4 394 K€ de valeurs mobilières de placement provisionnées à hauteur de 184 k€, seules les moins-values latentes ont fait l'objet d'une provision.
- 10.182 k€ de contrats de dépôts à terme négociables après prise en compte des intérêts courus.

Les comptes dépôts à terme sont garantis avec une rémunération évoluant par palier en fonction de la date de sortie. Ce sont des équivalents de trésorerie car ce sont des placements à court terme. De plus, ces contrats sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie puisque les conditions de remboursement anticipé sont décrites dans les contrats.

Note 9 - Capital social

Le capital social de HF Company est divisé en 2 856 812 actions de 0,50 € chacune soit 1 428 406 €.

Note 10 - Dettes financières

En K€	31/12/2025	moins d'1 an	Entre 1 an et 5 ans	+ 5 ans	31/12/2024
Emprunts auprès des établissements de crédit	0	0	0	0	0
Autres dettes financières	0	0	0	0	0
Dettes financières locatives	0	0	0	0	0
ICNE	0	0	0	0	0
Dettes financières non courantes	0	0	0	0	0
Concours bancaires courants	0	0	0	0	0
Dettes financières locatives	0	0	0	0	0
Effets escomptés non échus	0	0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	0	0	0	0	0
Dettes financières courantes	0	0	0	0	0
Endettement du groupe	0	0	0	0	0

Note 11 - Impôts différés actifs et passifs

■ Ventilation de l'impôt différé par grande nature :

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Impôts différés actifs	0	303
Impôts différés passifs	0	(223)
Impôts différés nets	0	80

Ventilation de l'impôt différé par poste :

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Décalage fiscal et report déficitaire	0	247
Activation frais Recherche & Développement	0	(167)
Retraitement IFRS : IFRIC 21	0	0
Provisions internes et autres provisions	0	0
ID liés à des acquisitions de sociétés antérieures	0	0
ID liés aux mouvements de périmètre	0	0
Dont :Crédit bail	0	0
Dont : Profit sur stock	0	0
Autres	0	0
Total	0	80

L'impôt différé a été déterminé selon la méthode du report variable. Les écarts temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal sont traduits dans les comptes.

Les taux retenus sont les suivants :

- 25 % pour les impôts différés sur la France

En pratique, il n'y a pas d'impôts différés constatés sur nos filiales étrangères.

De même, lorsque les déficits fiscaux sont considérés comme récupérables dans un proche avenir, ils sont constatés dans les comptes consolidés à l'actif. Au 31 décembre 2025 aucun déficit n'est activé.

Note 12 - Provisions pour risques et charges

(En K€)	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision consommée)	Reprise de l'exercice (provision non consommée)	Variation du périmètre ou autres mouvements	Incidences des changements de méthodes	31/12/2025
Provisions pour litiges	0	0	0	0	0	0	0
Provisions pour risques	18	7	-18	0	-7	0	0
Provisions IDR	62	2	0	0	-63	0	1
Provisions pour garantie clients	0	0	0	0	0	0	0
Total provisions	80	9	-18	0	-70	0	1
Impact compte de résultat (K€) :	0	0	0	0	0	0	0
Provisions d'exploitation	62	0	0	0	0	0	1
Provisions hors exploitation	18	9	-18	0	-70	0	0

Les provisions pour litiges sont comptabilisées à hauteur des assignations éventuelles, dans la mesure où il existe une possibilité que le litige ait une issue défavorable. Quand la position du groupe est jugée satisfaisante sur le plan juridique, après analyse de nos conseils, aucune provision n'est constituée.

La garantie clients correspond au coût du service après-vente susceptible d'être engagé pendant la période de garantie du matériel commercialisé. Elle est déterminée sur la base des statistiques de retours et de coût du SAV de l'année pondérée de l'évolution du volume d'activité. Dans les sociétés sans SAV, la provision couvre la perte de marge sur les retours prévus postérieurement à la clôture.

Les provisions pour risques correspondent à des éléments clairement identifiés avec une forte probabilité de sortie de ressources sans contrepartie au moment de la clôture des comptes, mais dont le montant et l'échéance ne peuvent être fixés.

La provision pour indemnité de départ en retraite a été réactualisée au 31 décembre 2025 avec un taux d'actualisation de 3.8%.

■ **Détail des provisions pour risques & charges par activité :**

en K€	Digital Broadband	Corporate	TOTAL
Provision pour litiges au 31/12/2024	0	0	0
Dotations	0	0	0
Reprises	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0
Provision pour litiges au 31/12/2025	0	0	0
Provision pour risques au 31/12/2024	18	0	18
Dotations	7	0	7
Reprises	-18	0	-18
Variation de périmètre	-7	0	-7
Provision pour risques au 31/12/2025	0	0	0
Provision IDR au 31/12/2024	62	0	62
Dotations	2	0	2
Reprises	0	0	0
Variation de périmètre	-63	0	-63
Provision IDR au 31/12/2025	1	0	1

Note 13 - Fournisseurs et autres dettes

En K€	31/12/2025	31/12/2024
Fournisseurs & Comptes rattachés	111	444
Dettes fiscales et sociales	236	573
Clients créditeurs	0	0
Autres dettes	0	0
Avances financières	0	0
Impôts différés	0	223
Dividende à payer	0	0
Comptes de régularisation	0	135
Total	347	1 375

Note 15 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2025 du Groupe provient en quasi-totalité de la vente de produits et services auprès d'opérateurs et équipementiers Telecom dont les 2 premiers clients représentent sur l'année 2025 près de 66 % du chiffre d'affaires consolidé. Pour le Broadband, deux clients représentent plus de 86 % de Chiffre d'affaires individuel, au 31 Décembre 2025 : GEMTECK (Taiwan) et NOKIA (Finlande).

Les contrats avec les clients sont signés pour une durée supérieure à un an et sans engagement de volume (contrat cadre) et font l'objet d'avenants. En règle générale, il n'existe dans ces contrats qu'une obligation de performance unique consistant à vendre et livrer des produits au client (la vente et la livraison n'étant pas des obligations de performance distinctes dans le cadre du contrat).

La comptabilisation du chiffre d'affaires est généralement effectuée à une date donnée, correspondant à la date à laquelle le contrôle de l'actif (produits) est transféré au client, soit généralement à la date d'expédition dans le cas des ventes de produits.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 369 K€ en 2025, A périmètre égal, le chiffre d'affaires est en diminution de 64 % par rapport à l'année 2024.

Note 16 - Résultat d'Exploitation

Le résultat d'exploitation, de - 1 295 K€, inclut les autres produits et charges pour - 19 K€. Ces autres produits et charges se décomposent entre les autres produits pour 3 K€, les charges pour 22 K.

En K€	Comptes 31/12/2025	Comptes 31/12/2024
Apurement de comptes fournisseurs et clients	0	0
Subventions d'exploitation reçues	0	0
Créances irrécouvrables	0	0
Transferts de charges	0	1
Autres produits d'exploitation	3	1
Autres charges d'exploitation	-22	-6
Total	-20	-4

■ **Subventions publiques reçues :**

Le groupe HF Company n'a pas reçu une subvention au cours de l'année 2025.

Note 17 - Résultat Exceptionnel

Le résultat Exceptionnel au 31 décembre 2025 est de 0 k€, aucune somme n'entre dans le nouveau périmètre du PCG 2025

■ **Détail des autres produits et charges exceptionnels :**

En K€	Comptes 31/12/2025	Comptes 31/12/2024
Provisions s/Litiges et transactions sociaux	0	0
Résultat de cession d'éléments d'actif	0	1 572
Amortissements Exceptionnels s/ immos incorp. & corp. (1)	0	-78
Dépréciation exceptionnelle	0	-1 324
Autres produits exceptionnels	0	22
Dont produits litiges/transaction Commerciaux	0	0
Dont gain change exceptionnel sur abandon créance IG	0	0
Dont Subvention d'Invest versé au Résultat (CB Metronic)	0	0
Autres charges exceptionnelles	0	-41
Dont plan Licenciement pôle Industrie	0	0
Dont Charges démentellement site Vector	0	0
Dont Autres charges Exceptionnelles courantes	0	0
Total	0	151

(1) passage en charges des montants de R&D préalablement activés sur des projets abandonnés au cours de l'exercice. : Néant.

Note 18 - Résultat financier

En K€	Comptes 31/12/2025	Comptes 31/12/2024
Revenus des équivalents de trésorerie	288	467
Autres produits financiers (1)	3 005	1 552
. Produits financiers	3 293	2 019
Charges d'intérêt sur opérations de financement	0	0
Dépréciation de titres non consolidés	0	0
Autres charges financières (1)	-1 064	-1 730
. Charges financières	-1 064	-1 730
Autres produits et charges financiers	2 229	290
Résultat financier net	2 229	290

(1) Les autres charges et produits financiers concernent les VMP et se décomposent ainsi :

113 K€ de dividendes reçus en cours d'exercice sur le portefeuille de titres de sociétés cotées détenus.

288 k€ de produits de placement DAT

964 K€ de résultat dégagé sur les opérations de gestion de portefeuille titres

543 K€ = Résultat des dotations / reprises sur provisions sur titres en portefeuilles

321 K€ = Effet favorable (après reprise de la MV N-1 provisionnée) de la cession du Pôle LEA.

Soit un total de 2 229 K€

Note 19 - Charge d'impôt

L'impôt enregistré en résultat s'analyse comme suit :

En K€	Comptes 31/12/2025	Comptes 31/12/2024
Résultat d'Exploitation	-1 295	-2 093
Résultat Exceptionnels	0	151
Résultat Financier	2 229	290
Impôt exigible	8	79
Impôt différé	-80	60
Total	861	-1 514

Note 20 – Attribution d'actions gratuites

Aucun plan d'attribution d'actions gratuites n'a été voté à la date de publication de ce rapport financier

Note 21 - Les engagements hors bilan

Le groupe n'utilise plus d'instrument de couverture de change ou de taux.

en K€/KUSD	2025				2024
	Total	< 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Créances cédées non échues					
Nantissement hypothèques et suretés réelles :	0	0	0	0	0
- couvertures de taux	0	0	0	0	0
Aval, cautions et garanties K USD	0	0	0	0	0
Aval, cautions et garanties K€	0	0	0	0	0
Autres engagements donnés :					
- locations mobilières	26	13	12	0	11
- locations immobilières	85	12	48	25	321
- crédit documentaire K USD	0	0	0	0	0
- crédit documentaire K €	0	0	0	0	0
- achat à terme K USD	0	0	0	0	0

Note 22 - Transactions entre parties liées

- Créances et dettes relatives aux parties liées (Bilan) :

En K€	Comptes 31/12/2025			Comptes 31/12/2024		
	Société mère	Filiales	Total	Société mère	Filiales	Total
Actif :			1 371	19	1 721	1 740
Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
Stocks	0	0	0	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	0	148	148	19	164	182
Comptes courants actifs	0	1 223	1 223	0	1 558	1 558
Passif :			1 371	232	1 507	1 740
Dettes financières diverses	0	0	0	0	0	0
Dettes fournisseurs	0	148	148	0	182	182
Comptes courants passifs	0	1 223	1 223	232	1 325	1 558
Autres dettes	0	0	0	0	0	0

■ **Transactions relatives aux parties liées (Compte de résultat) :**

En K€	Comptes 31/12/2025			Comptes 31/12/2024		
	Société mère	Filiales	Total	Société mère	Filiales	Total
Chiffre d'affaires et autres produits	50	228	277	72	1 219	1 291
Coûts d'approvisionnement	0	-231	-231	0	-1 192	-1 192
Autres charges d'exploitation	0	50	50	0	-80	-80
Charges de personnel	0	0	0	-19	0	-19
Dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0
Produits et charges financiers	0	0	0	0	0	0
Produits et charges exceptionnels	0	0	0	0	0	0

Note 23 - Effectifs

Les effectifs au 31 décembre 2025 sont :

Catégories	Femmes		Hommes		Total		
	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	Toutes
Cadres & assimilés	0	0	0	3	0	3	3
Employés	0	0	0	0	0	0	0
Contrat de qualification	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	3	0	3	3

Note 24 - Informations par secteurs d'activités et par zone géographique

Pour le Groupe HF Company, l'information sectorielle est axée sur les informations financières présentées périodiquement aux organes de décision du Groupe, à savoir la distinction désormais entre les activités industrielles et de services du pôle Digital Broadband.

- L'activité **Broadband Industrie** : ce métier inclut les activités de fabrication de solutions Réseaux Haut-Débit. Elle regroupe les sociétés suivantes : LEA Networks SA, LEA Asia, LEA Networks LLC
- L'activité **Corporate**, correspond à l'activité de la Holding : HF Company SA.

Les opérations présentées ci-après sont obtenues après élimination des opérations intragroupes.

■ Répartition du CA par activité et zone géographique :

En K€ au 31/12/2025	France	Asie	Etats-Unis	Total
Digital Broadband	8	75	197	281
Corporate	88			88
Total	96	75	197	369

En K€ au 31/12/2024	France	Asie	Etats-Unis	Total
Digital Broadband	162	405	1 217	3 094
Corporate	93	0	0	93
Total	255	405	1 217	3 187

■ Comptes de Résultat par secteur d'activité :

Résultat par activité -12/2025	Corporate	Digital Broadband	Total
Chiffre d'affaires	87 526	281 061	368 587
Autres produits d'exploitation	2 518	4	2 522
Achats consommés	-104 853	-188 207	-293 060
Charges externes	-416 750	-90 723	-507 473
Charges de personnel	-423 655	-233 509	-657 164
Autres charges d'exploitation	-14 292	-8 063	-22 355
Impôts et taxes	-67 690	-6 287	-73 977
Dotations aux amortissement, dépréciations et provisions	-25 663	-86 884	-112 547
Opérations d'exploitation Intra-Groupe	49 691	-49 691	0
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements, dépréciations et reprises des écarts d'acquisition	-913 168	-382 297	-1 295 465
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs liés aux entités intégrées	0	0	0
Reprises des écarts d'acquisition négatifs liés aux entités intégrées	0	0	0
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements, dépréciations et reprises des écarts d'acquisition liés aux entités intégrées	-913 168	-382 297	-1 295 465
Charges et produits financiers	1 126 417	1 102 459	2 228 876
Opérations financières Intra-Groupe	0	0	0
Résultat courant des sociétés intégrées	213 249	720 162	933 411
Charges et produits exceptionnels	0	0	0
Opérations exceptionnelles Intra-Groupe	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	-106 726	34 112	-72 614
Résultat net des entreprises intégrées	106 523	754 274	860 797
Résultat net lié aux entités mises en équivalence *	0	-26 294	-26 294
Résultat net de l'ensemble consolidé	106 523	727 979	834 502
Intérêts minoritaires	0	0	0
Résultat net (part du groupe)	106 523	727 979	834 502

Résultat par activité - 12/2024	Corporate	Digital Broadband	Total
Chiffre d'affaires	93	3 094	3 187
Autres produits d'exploitation	0	2	2
Achats consommés	-3	-1 732	-1 735
Charges de personnel	-977	-932	-1 909
Autres charges d'exploitation	-526	-678	-1 204
Impôts et taxes	-62	-26	-88
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	-22	-324	-346
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 497	-597	-2 093
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 497	-597	-2 093
Charges et produits financiers	302	-13	290
Opérations financières Intra-Groupe	0	0	0
Charges et produits exceptionnels	1 477	-1 325	151
Opérations exceptionnelles Intra-Groupe	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	-4	143	139
Résultat net des entreprises intégrées	279	-1 792	-1 514
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	-80	-80
Résultat net de l'ensemble consolidé	279	-1 872	-1 594
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)	279	-1 872	-1 594

■ Bilan par secteur d'activité :

Bilan par activité - 12/2025	Corporate	Digital broadband	Home digital life	Total
Capital souscrit non appelé	0	0	0	0
Ecart d'acquisition	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	2 686	0	0	2 686
Immobilisations corporelles	42 322	0	0	42 322
Immobilisations financières	331	0	0	331
Titres mis en équivalence	0	0	0	0
Titres intra-groupe	0	0	0	0
Total Actif Immobilisé	45 339	0	0	45 339
Stocks et en-cours	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	2 208	0	0	2 208
Autres créances et comptes de régularisation	183 337	0	0	183 337
Valeurs mobilières de placement	14 391 637	0	0	14 391 637
Disponibilités	1 147 639	0	0	1 147 639
Total Actif	15 770 160	0	0	15 770 160
Capital	1 428 406	0	0	1 428 406
Primes liées au capital	12 292 664	0	0	12 292 664
Ecart de réévaluation	0	0	0	0
Réserves	4 355 635	-727 979	0	3 627 656
Réserves de conversion groupe	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	106 523	727 979	0	834 502
Autres	-2 761 015	0	0	-2 761 015
Total Capitaux Propres	15 422 213	0	0	15 422 213
Intérêts hors groupe	0	0	0	0
Autres fonds propres	0	0	0	0
Provisions	848	0	0	848
Emprunts et dettes financières	0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	110 865	0	0	110 865
Autres dettes et comptes de régularisation	236 234	0	0	236 234
Opérations Intra-Groupe	0	0	0	0
Total Passif	15 770 160	0	0	15 770 160

Bilan par activité - 12/2024	Corporate	Digital Broadband	Total
Capital souscrit non appelé			
Immobilisations incorporelles	4	191	195
<i>Dont Ecarts d'acquisition</i>	0	0	0
Immobilisations corporelles	66	15	81
Immobilisations financières	17	8	26
Titres mis en équivalence	0	206	206
Titres intra-groupe	42 767	-42 767	0
Total Actif Immobilisé	42 854	-42 347	507
	0	0	0
Stocks et en-cours	0	128	128
Clients et comptes rattachés	1	153	154
Autres créances et comptes de régularisation	640	30	670
Valeurs mobilières de placement	19 667	0	19 667
Disponibilités	128	479	607
	0	0	0
Total Actif	63 290	-41 558	21 733
	0	0	0
Capital	1 569	0	1 569
Primes liées au capital	19 925	0	19 925
Ecart de réévaluation	0	0	0
Réserves et résultat consolidé	45 154	-42 283	2 871
Autres	-4 086	0	-4 086
Total Capitaux Propres	62 561	-42 283	20 278
	0	0	0
Intérêts hors groupe	0	0	0
Autres fonds propres	0	0	0
Provisions	0	80	80
Emprunts et dettes financières	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	92	352	444
Autres dettes et comptes de régularisation	423	507	930
Opérations Intra-Groupe	214	-214	0
	0	0	0
Total Passif	63 290	-41 558	21 733

■ **Informations complémentaires :**

Degré de dépendance à l'égard des clients importants :

Pour le Digital Broadband , deux clients représentent plus de 86 % de Chiffre d'affaires individuel, au 31 Décembre 2025 : GEMTECK (Taiwan) et NOKIA (Finlande).

2.3. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur est à déclarer postérieurement à la clôture.